

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 258/04

ASA 35/009/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITIONS » / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

PHILIPPINES

Mario Detroz (h), 41 ans

Joseph Gonzales (h), 23 ans

Ronaldo Comiso (h)

Londres, le 2 septembre 2004

Amnesty International est gravement préoccupée par la sécurité de Joseph Gonzales, Mario Detroz et Ronaldo Comiso, qui vivent dans le district Sampaloc à Manille, la capitale des Philippines. Selon les informations recueillies, ils ont été arrêtés le 18 août par des hommes qui, semble-t-il, appartiennent aux services de renseignements des *Armed Forces of the Philippines* (AFP, Forces armées des Philippines). L'organisation craint qu'ils n'aient « disparu », car les autorités nient savoir où ils se trouvent.

Joseph Gonzales, Mario Detroz et Ronaldo Comiso sont affiliés à *Bayan Muna* (Le peuple d'abord), un parti de gauche. Ils ont tous trois joué un rôle important au sein de cette formation lors des élections de mai 2004, à l'issue desquelles *Bayan Muna* a remporté trois sièges au Congrès. Joseph Gonzales et Ronaldo Comiso sont également membres de la section de *Bagong Alyansang Makabayan* (BAYAN, Nouvelle alliance nationaliste) à Manille, une coalition d'organisations non gouvernementales.

Selon certaines sources, vers 17 heures, alors que les trois hommes circulaient en voiture dans les rues de Sampaloc, un véhicule leur a barré la route. Une dizaine d'inconnus ont encerclé leur automobile, puis ont tiré un coup de feu en guise d'avertissement et forcé Joseph Gonzales à monter dans l'autre véhicule. Les deux voitures sont ensuite parties, escortées par plusieurs autres.

Un fonctionnaire du district a relevé le numéro d'immatriculation des agresseurs et a consigné les faits dans un registre. Les autorités auraient expliqué aux passants qu'elles menaient une opération contre des individus soupçonnés d'avoir braqué une banque.

Des défenseurs des droits humains et des avocats se sont enquis du sort des trois hommes dans un commissariat local, toutefois, il n'y avait aucune trace de leur arrestation. Un policier aurait cependant confirmé, tout en niant avoir connaissance des interpellations, qu'une opération était en cours dans le secteur ; il tenait ces informations de membres des services de renseignements des AFP. Il a par ailleurs révélé l'identité d'un sergent de ces services qui aurait participé à l'opération. Par la suite, les démarches visant à retrouver Joseph Gonzales, Mario Detroz et Ronaldo Comiso sont restées vaines.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Aux Philippines, des témoignages font régulièrement état de violations des droits humains, notamment de « disparitions », d'exécutions extrajudiciaires et d'actes de torture, commises dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées par le gouvernement contre la *New People's Army* (NPA, Nouvelle Armée du peuple), la branche armée du *Communist Party of the Philippines* (CPP, Parti communiste des Philippines).

Les civils soupçonnés de soutenir la NPA, dont beaucoup sont issus de milieux défavorisés ou de communautés indigènes, sont particulièrement exposés à ces violations, de même que les membres d'organisations légales militant en faveur des droits politiques ou de groupes de défense des droits humains, que les responsables militaires qualifient fréquemment de « recruteurs » de la NPA. Ils reprochent également à ces groupes de servir de « couverture » à cette formation.

Dans les mois précédant les élections de mai, les Philippines ont été le théâtre d'une série d'exécutions extrajudiciaires présumées dont les auteurs n'ont pas été identifiés. Deux membres de *Bayan Muna* (Le peuple d'abord) ont ainsi été tués sur l'île de Mindoro – Juvy Magsino, avocate spécialisée dans les droits humains et candidate aux élections municipales, et Leyma Fortu, militante en faveur des droits de la personne. Eden Marcellena, défenseure des droits humains, et Eddie Gumanoy,

dirigeant d'une organisation paysanne, enquêtaient sur les violations persistantes qui touchent souvent les partisans de *Bayan Muna*, lorsqu'ils ont été enlevés par des hommes armés en avril 2003, à Mindoro. Leurs corps ont été retrouvés quelque temps plus tard. Ils présentaient des blessures par balle à la tête et des traces de torture.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous gravement préoccupé par la sécurité de Joseph Gonzales, Mario Detroz et Ronaldo Comiso, enlevés le 18 août 2004 dans le district Sampaloc, à Manille ;

– exhortez les autorités à établir sans délai le lieu où ils se trouvent et à garantir leur sécurité ;

– si ces hommes sont détenus, appelez les autorités à veiller à ce qu'ils ne soient pas torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il leur soit permis de consulter des avocats, de recevoir la visite de leurs proches et de bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;

– s'ils sont détenus par les autorités, demandez-leur de les libérer immédiatement, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction prévue par la loi ;

– priez les pouvoirs publics d'indiquer clairement à tous les membres des forces armées que les violations des droits humains, notamment les « disparitions » forcées, ne seront tolérées en aucune circonstance, et que les responsables présumés de tels agissements seront déférés à la justice.

APPELS À :

Présidente de la République :

President Gloria Macapagal-Arroyo
Malacañang Palace
J. P. Laurel St
San Miguel 1005
Manila
Philippines

Fax : +63 2 736 1010

Formule d'appel : *Dear President Macapagal-Arroyo, /*
Madame la Présidente,

Ministre de la Défense nationale :

Secretary Avelino Cruz Jr.
Secretary of National Defence
Department of National Defense
3rd Floor, DND Building
Camp Aguinaldo
EDSA, Quezon City
Metro Manila, Philippines

Fax : +63 2 911 6213

Formule d'appel : *Dear Secretary Cruz, /* Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Ministre de la Justice :

Hon. Raul Gonzalez
Secretary of Justice
DOJ Main Building
Padre Faura Street
Manila 1004, Philippines

Fax : +63 2 521 1614

Formule d'appel : *Dear Secretary Gonzalez, /* Monsieur le Ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 8 OCTOBRE 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*